



L'affaire du MIDA (Mission d'intégration et de développement pour l'Afrique) continue de défrayer le chronique. Cette structure qui avait récolté d'énormes sommes d'argent auprès des jeunes s'était vu sceller le vendredi 19 avril 2018 par l'autorité administrative. Il était alors reproché à ces « vendeurs d'illusion » l'exercice d'une activité illégale.

Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) de Maurice Kamto n'est donc pas resté indifférent face à cette affaire qui continue de faire les choix gras de la presse camerounaise.

Dans un communiqué du 02 mai 2018, la formation politique se tient du côté des victimes et demande l'ouverture d'une réelle enquête indépendante afin que toutes les responsabilités soient établies

Retrouvez ci-dessous l'intégralité dudit communiqué

LE MRC EST PREOCCUPÉ PAR LA DÉTRESSE DE MILLIERS DE JEUNES CAMEROUNAIS VICTIMES DE L'ESCROQUERIE DES RESPONSABLES DE LA MIDA

Depuis bientôt deux (02) semaines, l'actualité nationale est animée par une affaire scabreuse

d'escroquerie, mêlée d'esbroufe. Jamais une affaire portant atteinte à l'épargne des Camerounais en général et des jeunes en particulier n'avait eu un aussi grand écho. Et pour cause, elle touche pas moins de 11.835 souscripteurs (associations et individus) et porte sur un montant de 12.798.825.000 FCFA.

Au demeurant, cette énième affaire d'escroquerie réveille les douloureux souvenirs des épargnants de la Poste qui avait semé en son temps la désolation et la mort dans des familles et ceux des nébuleuses telles que Leadership Academy, Famm-Cameroon, PID/PNEAD dans lesquelles des milliers de Camerounais avaient perdu beaucoup d'argent, souvent leur modeste épargne.

Elle interroge sur la facilité avec laquelle des individus et des structures non agréées peuvent faire un appel public à l'épargne dans notre pays. L'investissement public des représentants de l'Etat (autorités administratives, policières, voire personnels de défense et des média) a lourdement influencé le jugement de ces milliers de Camerounais, comme dans les autres cas d'escroqueries précités.

Le MRC relève, pour le fustiger, que les activités qui font miroiter à la jeunesse camerounaise l'illusion de gains faciles fleurissent et prospèrent allègrement dans notre pays, profitant sans scrupule des conditions de vulnérabilité et d'incertitude dans lesquelles vivent les populations sous le long régime du RDPC.

Le MRC est préoccupé par la procédure suspecte engagée pour mettre un terme aux activités criminelles de MIDA qui s'exerçaient pourtant au vu et au su des autorités administratives, policières et judiciaires depuis des mois.

Le MRC est clairement opposé à toute idée de remboursement des victimes de cette énième escroquerie géante réalisée au nez et à la barbe de l'Etat avec les deniers publics. Seuls les responsables de MIDA et leurs complices, tous leurs complices, doivent rembourser à leurs victimes les sommes qui leur ont été escroquées.

En effet, alors que l'Etat accumule les arriérés de salaires ou de primes pour de nombreux jeunes travailleurs, et notamment dans l'éducation, il serait inconcevable que l'argent du contribuable serve à payer les victimes de MIDA, au lieu de faire rendre gorge aux coupables. Le MRC demande l'ouverture d'une enquête indépendante sur cette escroquerie géante qui n'a pas pu se réaliser en un seul jour, et dont on se demande pourquoi elle n'a pas pu être empêchée par la police nationale qui a démontré dans le domaine politique sa capacité à anticiper et surtout à intervenir pour empêcher la tenue de nombreuses réunions et manifestations publiques de notre parti. Il y a lieu de penser qu'une telle entreprise criminelle n'aurait pu réussir si les responsables de la MIDA ne bénéficiaient pas de complicités au sein du pouvoir.

Ce pouvoir confirme chaque jour un peu plus sa corruption généralisée et l'urgence de s'en débarrasser. Le MRC a toujours dit que nous devons le faire à travers des élections démocratiques et dans la paix. C'est pourquoi il invite les victimes de cette vaste spoliation à aller s'inscrire massivement sur les listes électorales afin de sanctionner sévèrement le moment venu, par les urnes, ce régime qui les expose à autant de précarité.

Fait à Yaoundé le 02 mai 2018
